

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal de Libye

N° 48 du 10.04.12

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_libyens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Tiré à part

Mohamed Bouhamidi:

FEDERALISME LIBYEN: LE RETOUR AU TRIBALISME, AU CLANISME ET A LA ROYAUTE RELIGIEUSEMENT OBSCURANTISTE.

1 Dossier

1 Gilles Munier : Cyrénaïque : nouveau pas vers la déstabilisation du Maghreb ?

2 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

2-1 Mohamed Bouhamidi : Fédéralisme libyen.

2-2 Tony Busselen : Un an après le début de la guerre, le pays est en ruines.

3 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

3-1 Ahmed Halfaoui : Tout n'est pas si noir en Libye.

3-2 Marlene Gottwald: Options pour l'engagement de l'UE dans le post-conflit en Libye.

4 Annexe

La Libye

Tiré à part

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

Mohamed Bouhamidi:

FEDERALISME LIBYEN: LE RETOUR AU TRIBALISME, AU CLANISME ET A LA ROYAUTE RELIGIEUSEMENT OBSCURANTISTE.

La proclamation d'une entité autonome dans l'Est libyen rappelle cruellement la réalité sociologique d'une Libye patriarcale et tribale. Notons, au passage, que ce genre de structures sociales ne laisse aucune place au choix politique individuel et fait du vote d'une personne l'expression du choix du clan et non du sien. C'est dire l'imposture de ceux qui ont habillé la destruction de l'Etat libyen et de la Libye avec les oripeaux démocratiques déjà mis en haillons en Irak, en Afghanistan, à Ghaza, dans l'île de Grenade, à Guantanamo, dans le Patriot Act ou dans la légalisation américaine de la torture.

Pendant que la presse dominante encensait la destruction de la Libye, suivie, avec zèle, par la presse néocoloniale indigène, des dizaines d'articles et de textes alternatifs alertaient sur le web de l'inéluctable

dislocation de ce pays avec la démolition de l'Etat libyen et des buts réels des agresseurs, lesquels avaient obstinément refusé les propositions africaines de négociations, acceptées du reste par Kadhafi. Il ne fait aucun doute que l'OTAN - et particulièrement le couple Sarkozy - Cameron - cherchait à infliger à la Libye le maximum de destruction et laisser le maximum de blessures et de rancœurs insurmontables. Ces analyses dévoilaient les buts stratégiques de morcellement du pays après la division du Soudan, et ce, afin de créer sur toute la zone sahélienne des mini-Etats en guerre et en demande permanente de protection extérieure, en contrepartie du bradage de leurs ressources.

La partition de la Libye n'est ni un accident ni un effet «non désirable». C'était le but même de la guerre. Sarkozy et Cameron savaient très bien que le CNT servait juste à camoufler la mise en branle des forces les plus rétrogrades à travers des identités politiques, tribales et religieuses d'avant la colonisation. La presse dominante a soigneusement caché le lynchage des Noirs libyens - il ne fallait pas réveiller la vigilance et la conscience des Noirs américains - sinon il aurait fallu expliquer que ce lynchage prévient de la vengeance de leurs anciens maîtres (ou de leurs enfants) qui ne leur auraient pas pardonné leur libération. Jeter un œil sur la Mauritanie et sur l'histoire des «Haratine» (ou «H'ratane» en Algérie) permet en effet de cerner la question.

Le retour au tribalisme, au clanisme, à la royauté religieusement obscurantiste des Senoussi, à l'idéologie esclavagiste des notables féodaux et au fétichisme et à l'animisme de la mort par la profanation des cimetières prélude à la mort spirituelle de la foi, voilà le contenu démocratique des bombes de l'OTAN et des gauches européennes, et voilà le contenu démocratique de certaines gauches algériennes qui ont tenté de nous vendre les «bienfaits» de l'OTAN par «la libération des Berbères» de Nefoussa. Fiction politique, fiction militaire, fiction sociale, le CNT ne servait donc qu'à couvrir l'action de forces réelles, mais rebutantes, que sont les tribus et leurs identités passéistes, l'OTAN, le Qatar, la CIA et ses Belhadj, ses Shalabi ou ses Jibril.

Quelques jours avant la proclamation de l'entité de Brêga ou Cyrénaïque, la presse française et sa comparse indigène ont commencé à lever le voile sur les crimes de guerre des «thouwars», sur le sort barbare réservé aux Noirs, sur les tortures jusqu'à la mort... Beaucoup de gens se sont interrogés sur l'origine de cette volte-face dans le traitement médiatique et se sont demandés s'il ne s'agissait pas d'une autocritique sans mea-culpa.

L'explication du mystère est tout entière dans la proclamation de cette nouvelle entité qui ruinait toutes les manœuvres de Sarkozy et ses ententes faussement secrètes avec le CNT. Cette autonomie de la Cyrénaïque n'était plus qu'une question de circonstances.

Pendant que le Qatar investissait sur le terrain dans les milices, dans les groupes djihadistes et dans les forces spéciales, et pendant que les Etats-Unis plaçaient leurs hommes passés par Guantanamo ou par la CIA dans les postes-clés, tout en téléguidant l'action du Qatar, des Saoudiens et de la Turquie, Sarkozy n'avait que la fiction du CNT pour signer ce fameux accord secret accordant aux Français le tiers du pétrole libyen. Et les Français n'ont eu que cette fiction du CNT pour croire à des contrats de reconstruction, d'armement ; ou encore ce contrat indécent de contrôle des frontières libyennes, côté algérien.

Durant la guerre d'agression, les analystes et observateurs avaient souligné le rôle de sous-traitant de la France. Elle se retrouve sans aucun recours. Sa seule planche de salut est d'aller contre les buts de la guerre qu'elle a exécutée pour le compte des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne et d'essayer de donner le maximum d'oxygène au CNT pour ne pas tout perdre. Du côté de la Tripolitaine et du Fezzan, la douche est glacée avec une prise de conscience d'enjeux autrement plus importants que celui de tenter de vivre la réalité à travers une PlayStation. Du coup, les milices se montrent prêtes à discuter d'intérêts supérieurs à ceux de leur univers tribal, en attendant que se décide le sort du pays en tant que nation et en tant qu'identité supérieure à celles des tribus. L'Algérie deviendra-t-elle le seul acteur régional capable d'éviter une implosion à la Libye ou, du moins, une implosion incontrôlée ? Quel paradoxe ! Surtout si l'on se souvient que le titre phare de la presse coloniale locale se faisait le relais des menaces d'un Abdeljalil reconnaissant aujourd'hui n'avoir aucun moyen d'assurer l'unité de la Libye. Retenons, quand même, la reconnaissance timide et honteuse des crimes des rebelles, tout en notant qu'elle cherche à occulter le pire d'entre eux : avoir servi de supplétifs à des agresseurs étrangers. Nous savons déjà que cette presse ne pleure pas les malheurs des Libyens mais cherche à détourner un cours de l'histoire qui fait de la France de Sarkozy le dindon de la farce américano-qatarinne dans ce pays.

Mohamed Bouhamidi

1 Dossier

1 Gilles Munier : Cyrénaïque : nouveau pas vers la déstabilisation du Maghreb ?

La déclaration de semi autonomie de la Cyrénaïque et, sans doute bientôt, celle du Fezzan ne surprend que les lecteurs des médias prenant pour argent comptant les communiqués militaires de l'Otan et du Qatar.

Six mois après l'assassinat de Kadhafi, comme il fallait s'y attendre, le Conseil national de transition libyen (CNT) se révèle incapable de gouverner le pays, d'enrayer sa somalisation. La situation économique est catastrophique. Les accrochages sanglants entre tribus et les meurtres par vengeance sont quotidiens. Dans la région de Koufra, les Toubous – ethnie nomade noire - se battent contre la tribu arabe al-Zwia, avec la bénédiction du CNT. En jeu : la surveillance des frontières avec le Tchad, le Niger et le Soudan, c'est-à-dire le trafic des armes, de la drogue et des migrants africains.

Pire, le « Printemps arabe » libyen débouche maintenant sur la création d'une région autonome. La proclamation de la semi autonomie de la Cyrénaïque – Barqa pour les Arabes - par près de 3000 chefs de tribu et de milices, a pris de cours Moustapha Abdeljalil, président du CNT, alors qu'il allait dévoiler la charte nationale devant servir de modèle à la future constitution. Déstabilisé et furieux, il a accusé des « pays frères » - le Qatar et les Emirats Arabes Unis, sans les nommer - de soutenir financièrement « la sédition », selon lui « pour ne pas être contaminés par la révolution ». En d'autres termes, celui que les Libyens surnomment Abou Nato (Otan) reconnaissait n'être qu'une marionnette au service d'intérêts occidentaux qui le dépassent...

« Abou Nato » et la Senoussiya

Aux menaces d'intervention militaire proférées par Abdeljalil contre Ahmed Zoubayr al-Senoussi, membre du CNT élu président du Conseil suprême de Cyrénaïque - un cousin du roi Idris 1er renversé par les Officiers libres en 1963 - le colonel Hamid al-Hassi, nommé commandant militaire de la nouvelle entité a répondu qu'il est prêt à défendre sa région et à occuper les champs pétroliers, si nécessaire. Un autre dirigeant du CNT, Abdelmadjid Seif al-Nasr, a annoncé que la proclamation de l'autonomie du Fezzan était une question de jours.

Pour l'instant, la Tripolitaine n'est pas en position pour réclamer quoi que ce soit. Tripoli vit au rythme des desiderata d'une centaine de milices venue razzier les habitants, ne rendant de comptes qu'à leurs chefs. A Abou Walid, fief kadhafiste situé au sud-est de la capitale, les Warfalla – principale tribu libyenne - ont élu leur propre CNT, obligeant celui désigné par Abdeljalil à siéger dans un village voisin, dans une sécurité toute relative.

Le port de Misrata, 3ème ville du pays, se comporte de facto en cité-Etat depuis qu'a été élu un conseil municipal remplaçant celui désigné par le CNT. Les crimes de guerre commis en Tripolitaine par sa milice mettent en danger de mort, et pour de nombreuses années, ses commerçants ou ses chauffeurs de poids lourds s'aventurant sur les territoires de tribus victimes de leurs exactions.

La ville arabo-berbère de Zenten, accolée au Djebel Nefoussa à 160 kms au sud-ouest, n'en fait qu'à sa tête. Elle détient en otage Seif al-Islam Kadhafi, contrôle la frontière avec la Tunisie et s'est emparée de l'aéroport international de Tripoli. Conciliant, un des chefs de guerre a déclaré qu'il en remettrait les clés au CNT... quand ce dernier sera à même d'en assurer la sécurité. Les milices de Misrata et de Zenten, surarmées par l'Otan, le Qatar, et par les pillages de casernes, peuvent tenir tête à n'importe quelle attaque de l'armée libyenne.

L'instabilité perdurera

Penser que la confrérie de la Senoussiya peut réunifier le Libye est une vue de l'esprit. C'est compter sans la Tidjaniya, sa concurrente soufie, les djihadistes du Mouvement islamique libyen pour le changement (MILC, ex Groupe islamique de combat libyen), et les Frères Musulmans constitués en Parti Justice et Construction. Le cheikh Youssouf al-Qaradawi ayant dénoncé, du Qatar, la déclaration de semi autonomie de la Cyrénaïque, des milliers de manifestants sont descendus dans les rues des grandes villes le 9 mars en scandant : « Avec notre sang et notre âme, nous sauverons Benghazi! ». Mais les salafistes du MILC et les Frères Musulmans qui jouent la carte de l'unité de la Libye, ne disposent pas de forces armées suffisantes pour empêcher la Cyrénaïque d'élire son propre gouvernement, un parlement, de

prendre en charge son économie et de gérer à sa guise 80% des ressources pétrolières du pays. Plusieurs dirigeants du CNT, craignant d'être tués, résident désormais dans l'île de Malte.

L'élection de l'assemblée constituante prévue le 23 juin risque d'être reportée ou sérieusement boycottée par les habitants de Cyrénaïque qui n'ont pas digéré de n'avoir que 60 parlementaires à élire, alors que la Tripolitaine en a 102. On voit mal aussi, d'ici là, qui pourrait contraindre les milices à déposer leurs armes, surtout depuis qu'une décision imbécile retire le droit de vote aux towars – révolutionnaires - qui intégreront l'armée.

La partition de la Libye n'est peut-être pas inéluctable, mais l'instabilité y perdurera encore longtemps. Les compagnies pétrolières étrangères en sont à se demander s'il va leur falloir renégocier leurs contrats avec de nouvelles entités. Quand on disait que l'accord secret signé en 2011 par Nicolas Sarkozy avec ses complices du CNT, attribuant à la France un tiers du pétrole libyen, en remerciement de son soutien à la rébellion, n'était qu'un chiffon de papier...

Près de deux millions de réfugiés libyens ?

Une conférence sur la situation humanitaire en Libye, co-organisée par le bâtonnier tunisien Béchir Essid, président du Comité international des juristes pour la défense des Libyens opprimés et exilés et par l'Association des Libyens exilés, s'est tenue le 10 mars à Tunis, en dépit d'une intervention du CNT réclamant son interdiction. Selon des intervenants, il y aurait actuellement près de deux millions de réfugiés libyens dont 400 000 en Tunisie, 800 000 en Egypte. Certains erraient, dans le dénuement le plus total, à travers le Maghreb, l'Afrique subsaharienne et l'Europe. Les participants ont dénoncé le silence des médias internationaux sur le drame qui frappe une partie de la population libyenne, les crimes, les tortures, les mutilations, les viols et la chasse à l'homme dont la population noire libyenne est victime. En Libye, il suffit parfois d'être dénoncé comme kadhafiste pour disparaître à jamais. Un des juristes présents a également dénoncé l'attitude de la France qui « enseigne les droits de l'homme et désigne ceux qui sont bons et ceux qui sont mauvais, tous n'étant pas des hommes dignes d'être secourus ».

Gilles Munier

Afrique Asie –
avril 2012)

<http://www.france-irak-actualite.com/article-autonomie-de-la-cyrenaique-nouveau-pas-vers-la-destabilisation-du-maghreb-102984640.html>

2 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

2-1 Mohamed Bouhamidi : Fédéralisme libyen.

Le retour au tribalisme, au clanisme et à la royauté religieusement obscurantiste

La proclamation d'une entité autonome dans l'Est libyen rappelle cruellement la réalité sociologique d'une Libye patriarcale et tribale. Notons, au passage, que ce genre de structures sociales ne laisse aucune place au choix politique individuel et fait du vote d'une personne l'expression du choix du clan et non du sien. C'est dire l'imposture de ceux qui ont habillé la destruction de l'Etat libyen et de la Libye avec les oripeaux démocratiques déjà mis en haillons en Irak, en Afghanistan, à Ghaza, dans l'île de Grenade, à Guantanamo, dans le Patriot Act ou dans la légalisation américaine de la torture.

Pendant que la presse dominante encensait la destruction de la Libye, suivie, avec zèle, par la presse néocoloniale indigène, des dizaines d'articles et de textes alternatifs alertaient sur le web de l'inéluctable dislocation de ce pays avec la démolition de l'Etat libyen et des buts réels des agresseurs, lesquels avaient obstinément refusé les propositions africaines de négociations, acceptées du reste par Kadhafi. Il ne fait aucun doute que l'OTAN – et particulièrement le couple Sarkozy - Cameron – cherchait à infliger à la Libye le maximum de destruction et laisser le maximum de blessures et de rancœurs insurmontables. Ces analyses dévoilaient les buts stratégiques de morcellement du pays après la division du Soudan, et ce, afin de créer sur toute la zone sahélienne des mini-Etats en guerre et en demande permanente de protection extérieure, en contrepartie du bradage de leurs ressources.

La partition de la Libye n'est ni un accident ni un effet «non désirable». C'était le but même de la guerre. Sarkozy et Cameron savaient très bien que le CNT servait juste à camoufler la mise en branle des forces les plus rétrogrades à travers des identités politiques, tribales et religieuses d'avant la colonisation. La presse dominante a soigneusement caché le lynchage des Noirs libyens – il ne fallait pas réveiller la vigilance et la conscience des Noirs américains – sinon il aurait fallu expliquer que ce lynchage prévient de la vengeance de leurs anciens maîtres (ou de leurs enfants) qui ne leur auraient pas pardonné leur libération. Jeter un œil sur la Mauritanie et sur l'histoire des «Haratine» (ou «H'ratane» en Algérie) permet en effet de cerner la question.

Le retour au tribalisme, au clanisme, à la royauté religieusement obscurantiste des Senoussi, à l'idéologie esclavagiste des notables féodaux et au fétichisme et à l'animisme de la mort par la profanation des cimetières prélude à la mort spirituelle de la foi, voilà le contenu démocratique des bombes de l'OTAN et des gauches européennes, et voilà le contenu démocratique de certaines gauches algériennes qui ont tenté de nous vendre les «bienfaits» de l'OTAN par «la libération des Berbères» de Nefoussa. Fiction politique, fiction militaire, fiction sociale, le CNT ne servait donc qu'à couvrir l'action de forces réelles, mais rebutantes, que sont les tribus et leurs identités passistes, l'OTAN, le Qatar, la CIA et ses Belhadj, ses Shalabi ou ses Jibril.

Quelques jours avant la proclamation de l'entité de Brêga ou Cyrénaïque, la presse française et sa comparse indigène ont commencé à lever le voile sur les crimes de guerre des «thouwars», sur le sort barbare réservé aux Noirs, sur les tortures jusqu'à la mort... Beaucoup de gens se sont interrogés sur l'origine de cette volte-face dans le traitement médiatique et se sont demandés s'il ne s'agissait pas d'une autocritique sans mea-culpa.

L'explication du mystère est tout entière dans la proclamation de cette nouvelle entité qui ruinait toutes les manœuvres de Sarkozy et ses ententes faussement secrètes avec le CNT. Cette autonomie de la Cyrénaïque n'était plus qu'une question de circonstances.

Pendant que le Qatar investissait sur le terrain dans les milices, dans les groupes djihadistes et dans les forces spéciales, et pendant que les Etats-Unis plaçaient leurs hommes passés par Guantanamo ou par la CIA dans les postes-clés, tout en téléguidant l'action du Qatar, des Saoudiens et de la Turquie, Sarkozy n'avait que la fiction du CNT pour signer ce fameux accord secret accordant aux Français le tiers du pétrole libyen. Et les Français n'ont eu que cette fiction du CNT pour croire à des contrats de reconstruction, d'armement ; ou encore ce contrat indécent de contrôle des frontières libyennes, côté algérien.

Durant la guerre d'agression, les analystes et observateurs avaient souligné le rôle de sous-traitant de la France. Elle se retrouve sans aucun recours. Sa seule planche de salut est d'aller contre les buts de la guerre qu'elle a exécutée pour le compte des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne et d'essayer de donner le maximum d'oxygène au CNT pour ne pas tout perdre. Du côté de la Tripolitaine et du Fezzan, la douche est glacée avec une prise de conscience d'enjeux autrement plus importants que celui de tenter de vivre la réalité à travers une PlayStation. Du coup, les milices se montrent prêtes à discuter d'intérêts supérieurs à ceux de leur univers tribal, en attendant que se décide le sort du pays en tant que nation et en tant qu'identité supérieure à celles des tribus. L'Algérie deviendra-t-elle le seul acteur régional capable d'éviter une implosion à la Libye ou, du moins, une implosion incontrôlée ? Quel paradoxe ! Surtout si l'on se souvient que le titre phare de la presse coloniale locale se faisait le relais des menaces d'un Abdeljalil reconnaissant aujourd'hui n'avoir aucun moyen d'assurer l'unité de la Libye. Retenons, quand même, la reconnaissance timide et honteuse des crimes des rebelles, tout en notant qu'elle cherche à occulter le pire d'entre eux : avoir servi de supplétifs à des agresseurs étrangers. Nous savons déjà que cette presse ne pleure pas les malheurs des Libyens mais cherche à détourner un cours de l'histoire qui fait de la France de Sarkozy le dindon de la farce américano-qatarinne dans ce pays.

Mohamed Bouhamidi

Samedi 10 mars 2012

Publié sur *Le Jeune Indépendant*

2-2 Tony Busselen : Un an après le début de la guerre, le pays est en ruines.

Alors que la Syrie est aujourd'hui candidate au « *changement de régime* », l'examen de la situation actuelle en Libye ne fait vraiment pas pencher la balance en faveur d'un projet d'intervention étrangère.

Tout comme en Irak et en Afghanistan, l'intervention de l'OTAN en Libye n'a pas tenu ses promesses de lendemains qui chantent, bien au contraire.

En septembre dernier déjà, le Conseil national de transition (CNT), à la tête de la résistance contre Kadhafi, publiait un rapport mentionnant les chiffres de 30 000 morts et 50 000 blessés. Un très lourd tribut, payé principalement par les civils d'une population d'à peine 6,5 millions d'habitants. En sept mois, l'OTAN a largué pas moins de 30 000 bombes sur le territoire, qui n'ont pas seulement touché des cibles militaires, mais aussi d'innombrables civils, tout en démolissant en grande partie l'infrastructure du pays. Certaines villes et régions sont restées pendant des mois sans eau ou électricité. Les dégâts sont estimés à 35 milliards de dollars.¹

L'arrivée au pouvoir du CNT n'a pas pour autant assuré la sécurité de la population libyenne. D'après les estimations, environ 120 000 combattants armés, organisés en quelque 300 milices, sévissent dans tout le pays. Pas moins de 50 de ces milices sont à l'œuvre dans la capitale, chacune contrôlant une partie de la ville. Des mois après la « libération », Tripoli est encore si instable que, lors de sa toute récente visite, notre ministre des Affaires étrangères, Didier Reynders (MR), a préféré ne pas y passer la nuit.

Torture et anarchie

En janvier 2012, l'ONG Médecins sans frontières s'est retirée de la ville de Misrata, les patients étant continuellement emmenés pour être torturés.² Le journal allemand Junge Welt assure que 35 000 personnes seraient détenues dans des endroits gardés secrets, sans aucune forme de procès. Selon les Nations Unies, 8 500 « ennemis d'État » sont emprisonnés. Parmi ceux-ci, on dénombre beaucoup de Libyens noirs, simplement visés à cause de la couleur de leur peau. Fin 2011, les Nations Unies dénombraient 172 000 réfugiés intérieurs en Libye.

Entre-temps, le nouveau pouvoir ne parvient pas à contrôler le pays. Le 21 janvier, à Benghazi, le président du CNT, Mustapha Abdul Jalil, a été pris à partie par des manifestants et a dû s'enfuir de son bureau. Tant à Benghazi, berceau de la résistance contre le régime de Kadhafi, que dans d'autres villes, le pouvoir du CNT est contesté.³ À Bani Walid, lieu de forte opposition à l'insurrection et à l'intervention de l'OTAN, les partisans de l'ancien régime de Kadhafi ont, depuis un mois, chassé les hommes de guerre du CNT. Et à Kufra, une ville au sud-est du pays, des combats intenses ont éclaté le 12 février entre deux tribus rivales, tuant une centaine de personnes. La tension y est toujours palpable.⁴

Si la situation est désastreuse au plan de la sécurité, elle l'est tout autant au plan social et démocratique. Le CNT a déjà laissé entendre que la loi abolissant la polygamie serait remise en cause. Dans certaines villes, la distribution d'eau et d'électricité est toujours régulièrement interrompue. Et, suite à la guerre, environ la moitié des Libyens n'ont plus d'emploi.

La déstabilisation de toute une région

Si les Libyens sont les grands perdants de l'intervention de l'OTAN, ils ne sont cependant pas les seuls. Plusieurs zones de l'Afrique subissent les conséquences du chaos libyen. De grandes quantités d'armes libyennes se retrouvent actuellement entre les mains de rebelles du Mali, d'Algérie, de Mauritanie et du Maroc. En octobre 2011, le CNT a immédiatement reconnu le Conseil national syrien. Depuis quelques semaines, des membres de milices libyennes ont été signalés aux côtés d'insurgés en Syrie. À cause de la guerre, du racisme et du manque d'emplois, environ 2 millions de travailleurs immigrés d'Égypte, de Tunisie, du Soudan, de Somalie et d'autres pays africains sont retournés dans leur pays d'origine pour aller gonfler les rangs des sans-emploi, ou tenter désespérément d'atteindre l'Europe.

¹ Junge Welt, 10 mars. Sauf autre précision, tous les autres faits proviennent de cette source •

² Avante, 11 février •

³ Al Arabiya, 21 janvier •

⁴ UN news center, 27 février

Tony Busselen

<http://www.ptb.be/nieuws/artikel/libye-un-an-apres-le-debut-de-la-guerre-le-pays-est-en-ruines.html>

3 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

3-1 Ahmed Halfaoui : Tout n'est pas si noir en Libye.

L'anomie et le chaos, qui semblent vouloir perdurer en Libye "démocratisée", ne concernent pas ce qui est essentiel aux yeux de la "communauté internationale". Là où il faut, les choses ont repris au quart de tour, dès les premiers signes de "victoire". De plus, cerise sur le gâteau, Mouammar Kadhafi n'a pas fait détruire les puits de pétrole. Ainsi la production a pu atteindre actuellement 1,45 million barils par jour et dépassera, sous peu, ses niveaux d'avant la "démocratisation". De surcroît, cette performance a été réalisée six mois avant les prévisions les plus optimistes. Comme quoi, depuis le début, depuis le dépôt de la demande à l'ONU pour remanier, à coups de bombes, la Libye, les objectifs étaient clairs et précis en termes de priorités.

Selon la Fondation Jamestown ce serait "le soutien inapproprié accordé par l'Occident à une rébellion libyenne spontanée qui n'avait ni idéologie, ni objectifs communs, ni réelle organisation (qui) a donné lieu à la réalité actuelle." Le fait est que peu importait, ou il valait mieux, que le pays et son peuple soient livrés à toutes les dérives, pour que les affaires puissent se faire en toute tranquillité. Pour faire bonne mesure, on "encourage" le CNT, qui continue de jouer son rôle de fiction de pouvoir politique, à enquêter sur les exactions des bandes de "révolutionnaires".

Alors que les médias ont déplacé leurs appareils de propagande vers le chantier syrien. Pourtant, il ne se passe pas un jour qu'on n'apprenne que les Libyens vivent une véritable tragédie.

L'International Crisis Group (ICG), cette ONG dont Collin Powell disait que c'était "une organisation qui compte", donc pas sujette à caution, rapporte que

"les milices imitent l'organisation de l'armée... Elles émettent des mandats, arrêtent et détiennent des suspects... ce qui a parfois des conséquences graves pour les communautés qui font l'objet de discrimination et de sanctions collectives". Mais cela n'intéressent pas ceux qui étaient censés "libérer le peuple

libyen de la dictature". La "reconstruction" a ses priorités et puis, comme le dit l'ICG, "si la reconstruction de la Libye exige qu'on décide de leur sort (des bandes armées), la précipitation serait tout aussi dangereuse...". Les droits de l'homme peuvent, maintenant, attendre.

Les compagnies de pétrole n'ont plus besoin de ce discours, qui risque, de plus, de déranger le climat des affaires. D'autant que des perspectives alléchantes se profilent à l'horizon. En ce sens, bien naïf sera celui qui peut croire que les menaces de sécession de la Cyrénaïque ne viennent pas d'un plan préétabli. La région recèle plus de 80%

des richesses en hydrocarbures et son intention de se séparer du reste n'a pas fait bouger un cil à Barak Obama. Lui qui a décidé, du haut de son impunité et de sa morgue, de refuser de restituer l'argent libyen, soustrait pour "sanctionner" Kadhafi. Ce qui signifie que cet argent est soit un butin de guerre, soit que tout n'est pas fini dans l'entreprise de "démocratisation" et ce n'est pas le CNT qui dénoncera ce hold-up. Du pétrole qui coule, de l'argent frais sans propriétaires reconnus, la virée libyenne de l'OTAN a apporté tous ses fruits.

Ahmed Halfaoui

<http://www.lesdebats.com/editions/310312/les%20debats.htm>

3-2 Marlene Gottwald: Options pour l'engagement de l'UE dans le post-conflit en Libye.

Résumé

La réponse de l'UE à la crise libyenne a été faible et divisée. L'UE a échoué à parler d'une seule voix et à obtenir une action commune dans le domaine de la gestion militaire de crise. Alors que l'ONU et l'OTAN ont été les principaux acteurs dans les premiers mois de la guerre civile libyenne, l'UE devrait mettre le pied à l'étrier pour le soutien civil à une reconstruction post-conflit. Cette contribution analyse les graves défis politiques à moyen et plus long termes de la (re-)construction d'un fonctionnement de l'état libyen. Sur cette base, elle examine les options de l'UE pour un engagement dans le domaine de la réforme du secteur de sécurité en tenant compte des enseignements tirés des missions de Politique de sécurité et de défense commune précédentes en Irak et en Afghanistan. Le document de politique

générale conclut que la mise en place d'une mission Politique Européenne de Sécurité et de Défense civile offrant une formation principalement en dehors de la Libye est l'option la plus réaliste.

1. Fond

La crise libyenne a été le premier conflit majeur depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne en 2009. La réponse de l'UE à la crise a été largement critiquée pour avoir révélé la faiblesse de l'UE pour gérer la crise de manière cohérente et efficace. Toutefois, l'UE n'est pas restée inactive en termes de gestion de crise. L'UE a réussi à protéger ses citoyens et ressortissants de pays tiers vivant dans la zone de conflit ainsi que dans la prestation de l'aide humanitaire. L'UE a mis en œuvre les sanctions imposées par le Conseil de sécurité et est allé même au-delà. Toutefois, les Etats membres sont restés en différents en ce qui concerne la mise en place de la zone d'exclusion aérienne au dessus de la Libye. La décision, en Avril 2011, de l'UE de mettre en place l'EUFOR en Libye n'a également été étayée par tous les Etats membres pas plus qu'elle n'a semblé répondre aux besoins de l'ONU. Liée à une demande faite par le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, l'EUFOR en Libye a été déployés dans le but de contribuer à la circulation et l'évacuation des personnes déplacées en toute sécurité ainsi que pour appuyer les prestations de l'aide humanitaire. Au sein de l'ONU, des préoccupations ont été exprimées sur « les limites floues » entre actions militaire et humanitaire et de l'EUFOR en Libye a donc été considérée comme une mesure de dernier recours. Au sein de l'UE, des Etats se sont opposés à une décision sur l'opération lors de la réunion du Conseil, en particulier la Suède (à l'époque où elle était la nation-cadre de l'un des deux groupements tactiques en stand-by, dont le déploiement a été envisagé dans le conflit libyen).

Avec la mort de Kadhafi sur Octobre 2011 et un ralentissement du conflit, la Libye entame un processus de réconciliation et de reconstruction face à une série de défis d'après-guerre. Dans ses conclusions du 1er Décembre 2011, le Conseil des affaires étrangères a affirmé sa "volonté de fournir une assistance supplémentaire à la Libye à travers un large éventail de secteurs possibles, y compris notamment la réforme du secteur de sécurité et de la gestion des frontières". Selon un fonctionnaire de l'UE, aider la Libye est une haute priorité pour l'UE qui est désireuse de montrer son engagement dans la reconstruction libyenne.

On peut dire que, tandis que la force militaire était nécessaire pour éliminer Kadhafi, un processus de reconstruction couronnée de succès exigera un ensemble différent de méthodes et d'approches. Ce document de politique explore plusieurs options pour l'UE pour s'impliquer dans le domaine de la réforme du secteur de la sécurité basée sur une analyse des principaux défis à moyen et à long terme dans le post-conflit en Libye. L'UE est bien placée pour aider les autorités libyennes à la reconstruction d'après-guerre et possède une expérience précieuse dans le domaine de la réforme du secteur de la sécurité, par exemple en Afrique et au Moyen-Orient. Les recommandations sont donc soutenues par les enseignements tirés antérieurement des missions de Politique de sécurité et de défense commune civiles en Irak et en Afghanistan. Dans les deux cas, l'UE a été exploitée dans un environnement hautement sensible en termes de sécurité tant dans la question de l'accord international que sur l'engagement sur le terrain. Les expériences antérieures faites en Irak et en Afghanistan pourraient aider l'UE à concevoir un cadre adéquat pour son engagement en Libye post-conflit.

2. Etat des lieux

Après la fin des combats en Libye l'UE a limité son aide humanitaire à des questions liées au domaine de la coopération au développement. L'UE fournit actuellement deux paquets de soutien à court terme et à moyen terme. Dans le premier paquet, 10m d'euros ont été envisagées pour soutenir le gouvernement libyen dans la reconstruction des capacités administratives et pour fournir une assistance technique au grand public Plus précisément, les fonds de l'UE pour la société civile en Libye est un programme d'éducation de soutien à la création de l'éducation de base pour tous les enfants, mais aussi y compris la formation des enseignants et d'aider le Ministère de l'Education dans la formulation d'une politique éducative efficace.

En ce qui concerne le soutien à moyen terme, 50M d'euro ont été mis à la disposition de la coopération avec la Libye pour la période de 2012 - 2013. Ces fonds doivent être alloués en fonction des besoins des autorités libyennes à la suite des résultats d'une évaluation coordonnée de la communauté internationale des besoins.

Le processus d'évaluation des besoins a commencé avec la Conférence de Paris sur la Libye en Septembre 2011 réunissant les Etats membres de l'UE, l'ONU, la Banque mondiale et le FMI ainsi que les autorités libyennes. Les participants ont convenu de diviser leurs évaluations dans 12 secteurs différents. L'UE a d'abord été affectée à l'évaluation des besoins dans les domaines de la gestion des frontières, la société civile et les médias. Au début de Mars, l'UE a envoyé une mission d'experts en Libye qui vise à aider les autorités libyennes dans l'évaluation de leurs besoins spécifiques sur la gestion des frontières. Composé de dix experts, la mission est déployée pour une période de trois mois afin de faire des recommandations à l'Union européenne pour une action concrète et un soutien à une gestion efficace des frontières en ce qui concerne les frontières terrestres, maritimes et aériennes Libyennes. L'UE est également active dans le domaine de la réforme du secteur de la sécurité. Du 20 au 21 Février 2012, un atelier au niveau ministériel entre l'UE et des représentants des Nations Unies ainsi que les autorités libyennes a eu lieu offrant l'occasion aux Libyens de présenter leurs préoccupations de sécurité les plus graves. La réunion visait à parvenir à une meilleure compréhension du genre de soutien et d'assistance dans le secteur de la sécurité qu'aimeraient avoir les autorités libyennes. Pendant l'atelier, une série de questions telles que la construction d'une force de police, la réintégration des combattants de la liberté, les élections à venir ainsi que le processus global de désarmement a été discutée. Toutefois, le résultat de l'atelier n'était pas aussi concluant qu'espéré. Selon des sources informelles de l'UE, cela est principalement liée aux difficultés des autorités libyennes à exprimer clairement leurs besoins. Étant donné que les autorités de transition libyennes ont seulement été mis en place depuis Novembre 2011 et leur que mandat prendra fin avec les élections en Juin 2012, la tâche de gérer simultanément tous les aspects du processus de reconstruction est sans doute ardue. Une réunion de suivi est susceptible d'être convoquée dans un proche avenir. Les négociations qui se poursuivent montrent que l'évaluation des besoins est un processus long, en particulier en ce qui concerne les questions sensibles telles que la réforme du secteur de la sécurité. *[NDT : Vous constaterez que la préoccupation de l'UE, en Libye, est exclusivement le contrôle de l'immigration vers l'UE que Kadhafi assurait avec fermeté.]*

3. Post-intervention des défis pour la Libye

« Kadhafi est mort, mais la révolution vit. Quand une bataille prend fin, une autre commence, et cela dès aujourd'hui », intitulé Al-Jazira en Octobre 2011.² Alors que l'intervention internationale a mis fin au conflit violent en cours entre les partisans et les opposants de Kadhafi, elle a également généré une nouvelle série de problèmes. Le plus grand défi dans l'environnement post-conflit libyen sera de gérer l'héritage de Kadhafi. L'utilisation abusive de Kadhafi d'instruments gouvernementaux et des actifs a laissé un vide béant politique d'une administration aux capacités affaiblie et d'une société civile pratiquement inexistante en Libye. En outre, un système d'alliances politiques, un réseau d'associations économiques ou des organisations nationales de toutes sortes ne semblent pas être en place. Les institutions politiques doivent être construites à partir de zéro. *[NDT : Logique, tout ce qui fonctionnait parfaitement sous Kadhafi a été détruit par les occidentaux, des organisations sociale et politique aux infrastructures y compris de sécurité]*

La situation politique qui s'est installée à ce jour ne traite pas un certain nombre d'aspects importants dans le secteur de la sécurité et de justice. Cela concerne des questions extrêmement sensibles telles que la poursuite de crimes de guerre et violations des droits humains pendant le conflit *[NDT : Principalement faits des occidentaux et anti-Kadhafi]*. Un rapport récent d'Amnesty International a documenté des attaques de représailles, les tortures et les arrestations arbitraires de la part des loyalistes de Kadhafi et des forces de l'opposition. Les milices armées - anciens loyalistes de Kadhafi - l'exploitation de l'ensemble du pays sont accusés d'avoir commis des violations généralisées des droits en toute impunité. L'absence d'un système (nouveau) de la loi et la responsabilité accroît l'insécurité et entrave la reconstruction des institutions étatiques. En conséquence, le rapport souligne "l'importance de la mise en place d'une commission d'enquête indépendante", comme prévu par le Conseil national de transition (...) "³ pour la stabilisation de la Libye. Depuis le système judiciaire de l'ancien régime est en panne, une telle commission pourrait aider à mettre en œuvre un système de justice transitionnelle afin de commencer un processus de réconciliation efficace.

L'absence d'administration du secteur public sous le régime de Kadhafi y compris d'une force de sécurité de la police et de sécurité fiable [???] n'a été apte à créer un nouveau réseau par parenté. *[NDT : Notez : les occidentaux sont totalement incapables de comprendre le fonctionnement des sociétés et cultures qui ne fonctionnent pas suivant leur modèle et concluent que bien que pour les habitants elles*

fonctionnent parfaitement, elles sont inopérantes et inacceptables. C'est cet ethnocentrisme aveugle qui a toujours mené les occidentaux au colonialisme et à l'impérialisme abjects. Ce qu'ils poursuivent aujourd'hui] En comparaison avec l'Égypte et la Tunisie, où il ya des armées nationales pour maintenir la paix et la sécurité durant la transition du régime autoritaire au régime civil, maintenir la sécurité en Libye, où seuls les vestiges des milices autrefois fidèles à Kadhafi, sont susceptibles de constituer les forces de la police.

Les défis de la Libye d'après-guerre ne sont évidemment pas uniquement de nature politique, mais aussi d'abord de questions économiques [*NDT : L'économie Kadhafi y était florissante au profit de tous. Logement, nourriture, scolarité, santé étaient assurés à tous ; Les occidentaux ont tout détruit*]. Les problèmes de sécurité entravent aussi la production de pétrole qui est le produit clé d'exportation du pays et la principale source de revenus du gouvernement. Bien que les exportations de pétrole atteignent le niveau de pré-conflit, les experts notent que la situation financière de la Libye reste fragile [*??? NDT : Elle était florissante sous Kadhafi qui pouvait même mener des programme de développement dans toute l'Afrique*].⁴ La nouvelle direction a hérité d'une économie en désordre et affligée par la corruption [*??? NDT : Sous Kadhafi, elle fonctionnait sans heurt*]. Principaux défis à court terme comprennent l'établissement d'une discipline budgétaire et la relance du système bancaire tout en même temps maintenir la stabilité macroéconomique [*NDT : Démolie par les occidentaux*].

Toutefois, l'activité du secteur pétrolier n'est pas très intensive et mal lié à l'économie en général [*????*]. Un autre défi pour les autorités libyennes sera donc de s'appuyer sur d'autres sources, le manque de qualification en particulier pour les jeunes générations ainsi qu'à investir dans l'éducation. La reprise économique est étroitement liée à la création d'un environnement fondé sur des règles et des institutions régulatrices qui peuvent effectivement faire respecter la primauté du droit. [*NDT : Sous Kadhafi la population bénéficiait dans son ensemble de la manne pétrolière. Dès lors ce n'était pas le système libéral-capitaliste et son système d'exploitation par le travail et la mise en concurrence des travailleurs par le chômage qui avait court. C'est sans doute là le véritable crime de lèse majesté de Khadhafi*]. En outre, les infrastructures du pays auront besoin de réparation - non seulement pour reconstruire les dégâts causés par les frappes aériennes, mais aussi pour construire la non-existante [*NDT : Etonnant, avant les frappes aérienne la Libye était reconnue avec l'Afrique du Sud comme étant l'un des deux pays où l'infrastructure était la plus développée en Afrique*]. En vertu de Kadhafi, de grandes parties de la Libye sont restés sous-développés et manquait d'infrastructures vitales [*NDT : Les déserts ? Et pourtant une grande part était irriguée, infrastructure aujourd'hui détruite par les bombardements occidentaux*]. Peu de routes existent dans le pays et même dans la capitale, seulement 40% sont des routes revêtues. Les hôpitaux sont aussi dans un état de délabrement et le secteur des soins infirmiers est presque inexistant. Les écoles et les universités ont un besoin urgent d'améliorations et d'investissements.⁵ Pendant et après les moyens d'intervention ont été rationnés à Tripoli. La principale voie terrestre pour l'approvisionnement alimentaire et médicale à Tripoli n'est pas [*NDT : plus*] en état de bon fonctionnement et la coupure de l'oléoduc [*NDT : Détruit par les bombardements occidentaux*] qui fournit du gaz de l'ouest a temporairement cessé son approvisionnement et la possibilité de production d'électricité et de dessalement de l'eau. La fourniture d'électricité et d'eau devra donc être restaurée.⁶

4. Options pour l'engagement de l'UE

Considérant les défis mentionnés ci-dessus en particulier concernant le secteur de la sécurité, l'UE pourrait s'engager dans la reconstruction de la Libye, en établissant une mission civile de l'UE dans le cadre de la Politique de sécurité et de défense commune, qui vise à soutenir les Libyens dans les domaines des réformes (a) politique [*NDT : Veiller à mettre en place le modèle occidental*], (b) des règles de droit [*NDT : Veiller à mettre an place un système juridique et judiciaire sur le modèle occidental*]et (c) de réforme de la police [*NDT : D'abord l'ordre ! Pour le bien-être de la populatio ils se débrouilleront plus tard.*] et (d) de la réinsertion [*NDT : Il Faut enrayer au plus vite les vellités d'émigration vers l'Europe*].

Comme indiqué par le Conseil, deux principes généraux doivent guider les actions de l'UE dans l'après-Kadhafi en Libye: l'appropriation locale et le multilatéralisme [*NDT : C'est-à-dire que l'Europe puisse contrôler et avoir son mot à dire*]. L'UE devrait coordonner étroitement avec les autorités libyennes à veiller à ce que ses actions correspondent aux besoins sur le terrain. Le principe de l'appropriation locale devrait d'ailleurs être vu dans le sens de la sécurité humaine. Par conséquent, les points de vue et des contributions des acteurs les plus locales dans le besoin de sécurité et de justice en Libye (conseils

locaux, les groupes de femmes, etc. association de jeunes) devraient être inclus. En outre, l'UE devrait coordonner ses actions avec des partenaires internationaux, comme l'ONU, afin de s'assurer que tous les efforts vont dans le même sens.

Prenant en compte les enseignements de la mission EUPOL en Afghanistan et EUJUST LEX en Irak [NDT : *On en constate tous les jours les brillants résultats qu'y sont la multiplication des attentats et l'insécurité croissante des populations et même des militaires occidentaux sensés y apporté la « pax occidentalis ».*], l'UE pourrait envisager la possibilité d'établir une mission de formation sur le terrain ou procéder à la formation principalement à l'extérieur du pays. Les autorités libyennes ont indiqué jusqu'à présent qu'*ils ne veulent pas des bottes étrangères sur le terrain*⁷. C'est aussi la raison principale pourquoi l'UE n'envisage actuellement pas une option militaire, mais elle n'y a pas renoncé complètement [NDT : *Pour assurer l'ordre occidental rien de tel que de le faire nous même. Puis pour mettre en priorité la fermeture des frontières à l'émigration vers l'UE, il faut être sur place*].

A. Appui à la réforme politique

Dans les sociétés post-conflit, il est essentiel que les nouvelles infrastructures de sécurité soient soigneusement construites avec une attention particulière pour le contrôle de l'équilibre interethnique dans le recrutement et le contrôle démocratique des nouvelles institutions de sécurité. Le succès de la réforme du secteur de sécurité est donc étroitement lié à la mise en œuvre des changements nécessaires dans le processus politique de la gouvernance. En outre, une bonne reconstruction économique dépendra de la création d'un environnement fondé sur des règles et des institutions régulatrices qui peuvent effectivement faire respecter la primauté du droit [NDT : *C'est-à-dire selon les règles abjectes du capitalisme-libéral*]. Dans ce contexte, la première option pour l'UE est de soutenir la création d'institutions de gouvernance impartiales et durable en servant d'exemple et d'aider le CNT en recueillant la crédibilité [NDT : *Et non pas la légitimité, puisqu'il faut s'assurer d'« avoir des gouvernants aux bottes occidentales*]. Il devrait aider le CNT [NDT : *CNT, qui n'a pour toute légitimité que l'aval occidental ce qui explique d'ailleurs la persistance et même l'intensification des conflits internes*] en agissant comme une force unificatrice qui représente un système complexe tribale libyen assez complexe [NDT : *Que seul Kadhafi a jamais su pacifié et régulé*] en fournissant une expertise et de la formation [NDT : *C'est vrai les occidentaux sont fortiches pour ça, Les bons conseils d'amis pour être conforme à leur modèle*]. Pour l'UE, il sera important de veiller à l'unité du pays qui est constitué d'environ 400 tribus différentes [NDT : *C'est vrai, les occidentaux ce sont vu dans l'obligation d'intervenir parce que les membres d'une seule tribu se sont mis en pagaille avec le pouvoir légitime du pays. Il ne faudrait pas que ça recommence.*]. Dans la région, la Libye pourrait servir d'exemple primordiale pour le Moyen-Orient et Afrique du Nord que les divisions tribales peuvent être surmontés et construction de la nation commune atteint [NDT : *Et surtout, que c'est la « pax occidentalis » qui doit s'appliqué et qu'il est inutile d'espérer que des profiteurs vont continuer à migrer, avec tout le plaisir qu'on connaît actuellement, vers l'UE*].

B. Appui à la règle de la réforme du droit

En ce qui concerne la primauté du droit, la situation unique et complexe en Libye exige l'élaboration d'une stratégie sur la base d'une évaluation complète et bien structurée de la sécurité et le cadre existant de la justice. Le processus d'évaluation doit reconnaître et d'identifier des cadres concurrents là où elles existent et de déterminer le degré de légitimité que chacun bénéficie au sein des communautés locales. Un des plus grands défis dans la reconstruction de la primauté du système de droit sera le manque d'experts en Libye. Une deuxième option pour l'UE est donc de fournir une expertise et d'offrir des cours de formation pour enseigner et préparer les praticiens locaux dans le domaine de la primauté du droit. Comme les expériences avec EUJUST LEX en Irak ont montré que la formation pouvait se faire avec succès même principalement en dehors de la Libye au sein des Etats membres de l'UE. Cela permettrait également d'offrir une alternative rentable [???] et du personnel de sauvetage pour l'UE [NDT : *Elle en a bien besoin*]. En fait, certains des Etats méditerranéens membres de l'UE proposent déjà de telles installations, l'UE pourrait conjuguer les efforts bilatéraux et les transformer en un programme plus vaste avec une approche globale. Dans ce cas, l'UE devrait assurer la mise en place d'un programme de formation détaillé et commun dans tous les Etats membres participants, ainsi qu'un système d'évaluation et de post-formation de mentorat [NDT : *Le terme est de Google mais tout à fait adéquat*]. A un stade ultérieur, idéalement, l'UE devrait déployer sur le terrain du personnel de mission civile afin d'être en mesure d'y évaluer les effets de la formation et de donner des conseils sur place.

C. Appui à la réforme de la police et de la réinsertion

Une troisième option pour l'UE est de fournir aux Libyens l'expertise et des conseils dans la (re-)construction de la police. Une mission de réforme de la police déployée dans le pays semblable à la mission EUPOL en Afghanistan aurait besoin d'un nombre important de personnel ainsi que d'un budget substantiel. Au vu, de l'expérience en Afghanistan, le processus de recrutement sera probablement difficile compte tenu de la situation sécuritaire instable en Libye.

En outre, l'UE devrait être consciente de la question de la sensibilité contre la corruption et du genre sexuel, si elle établit une mission de formation sur le terrain. Le problème de la corruption doit être abordé en soutenant les Libyens dans l'augmentation du niveau d'alphabétisation [*NDT : A bon, c'est à ça que sert l'alphabétisation ?*] ainsi que du lien entre la police et secteur de la justice. Dans les questions de droits de l'homme et l'équilibre entre les genres, l'UE devrait engager et consulter les parties prenantes locales. La question de la (re-)construction d'un fonctionnement efficace et des corps de police est étroitement liée à la question de la réintégration des combattants de la liberté [*NDT : Logique c'est à ceux qui ont foutu le bordel mais qui ont été mis en place par les occidentaux d'imposer la loi*]. Selon les questionnaires qui ont été envoyés par le gouvernement libyen provisoire, les plus anciens combattants de la liberté et ayant répondu ont indiqué le désir de retourner à la vie civile à la différence des autres qui veulent rejoindre l'armée nationale ou la police. Cela a pour conséquence le besoin renforcé pour la Libye d'un grand nombre de formations professionnelles non seulement dans la police, mais aussi dans le secteur civil. Du point de vue de la réinsertion, la formation et l'éducation devient une partie de la question de sécurité [*NDT : THE préoccupation de l'UE*].

5. Conclusion

Alors que les trois options ne s'excluent pas mutuellement, mais sont plutôt interdépendantes, se concentrant sur l'un des domaines mentionnés ci-dessus, l'UE pourrait permettre de surmonter les divisions internes établies antérieurement [*NDT : Il ya consensus sur le bouclage de la porte d'entrée en UE qu'est la Libye*] concernant l'intervention militaire et potentiellement réparer certains dommages causés à son image comme une entité bien gérée. Du point de vue extérieur, à l'heure de la crise de l'euro, l'UE est susceptible de capter l'adhésion de son option publique en engageant des actions à moindre coût impliquant le moins de personnel possible. Cela pourrait non seulement aider à rassembler un consensus, mais aussi des ressources dans le contexte politique actuel. D'autre part une mission de formation menée principalement en dehors de la Libye à la suite des expériences avec EUJUST LEX en Irak serait également moins visible pour le public. Cependant, le plus grand souci de l'UE en ce moment ne doit pas être l'attention du public, mais d'assurer un processus de transition démocratique sans écueils. "La dernière chose que l'UE veut, c'est un pays qui tombe en lambeau à la porte sud de l'UE."

⁸[*NDT : Et oui, il faut contrôler l'émigration vers l'UE.*]

Quel que soit le choix de l'UE, elle devra s'assurer que le mandat de la mission est claire et pas trop large [*NDT : Pourtant avant l'agression contre la Libye le mandat de l'ONU était clair et pas large du tout. Mais les occidentaux ne l'ont pas respecté*]. Le mandat doit préciser les objectifs spécifiques et gérable ainsi que fixer des dates cibles réalistes dans le domaine. L'UE doit donc être clair sur l'objectif de la mission comme étant une mission de formation et non pas une mission de réforme stratégique qui serait néanmoins de s'attaquer à certains des facteurs cruciaux afin d'établir un secteur de la sécurité qui fonctionne.

Que l'Union européenne soit ou non chargée d'établir une mission dans le cadre de la Politique de sécurité et de défense commune, le type de mission reposera en grande partie sur les préférences des Libyens [*NDT : Encore heureux*]. L'UE est en train d'examiner tous les types d'assistance possibles concernant le secteur de la sécurité tels que la formation des policiers, les conseils sur la primauté du droit ou la reconstruction de l'armée nationale, mais s'engage au respect du principe de d'appropriation locale. Cela met en évidence le dilemme de l'UE dans cette phase du processus de reconstruction en Libye. D'une part, l'UE tient à pouvoir se fiancer, notamment dans le but de rétablir de bonnes relations avec la Libye comme étant un partenaire commercial important. Par conséquent, certains Etats membres font actuellement pression pour une action plus forte et plus rapide. D'autre part, toute aide sera liée explicitement à une demande par les autorités libyennes. Le principe de l'appropriation locale semble être presque sainte de l'UE [*NDT : C'est vrai on l'UE l'a démontré en y imposant son point de vue par les bombardements*] - un fait qui pourrait être inconsciemment liée à l'application non controversée par le Conseil de sécurité des Nations Unies de la «responsabilité de protéger» [*Pas sûr que Russes et*

Chinois, notamment, le voient de cette œil après l'usage abusif et illégal de la résolution 1973 de l'ONU par les occidentaux]. L'intervention militaire en Libye principalement menée par la France et le Royaume-Uni Sur la base de la résolution 1973 n'a pas été appuyée par tous les Etats membres de l'UE, comme l'Allemagne, par exemple, qui s'est abstenue dans le vote respectif du Conseil de Sécurité des Nations Unies. L'UE est donc très prudente et tient à s'assurer que toute autre intervention est explicitement demandée par les Libyens [NDT : Bien oui, les Libyens en grande majorité ne voulaient pas de l'intervention armée des occidentaux]. Au moment de l'écriture, le long processus de consultations entre l'UE et les autorités libyennes sur les besoins et une aide concrète dans le secteur de la sécurité n'a pas abouti à un accord.

La reconstruction de la Libye sera un défi majeur pour la communauté internationale, mais ne doit pas laissé dans l'ombre des récents événements en Syrie et en Egypte. L'UE a les compétences et les outils pour s'attaquer à ce défi. Un effort substantiel de l'UE pour la reconstruction bien-coordonnée de la Libye de l'après-Kadhafi pourrait compenser la piètre performance les premiers mois de la crise libyenne livrée par l'UE.

Notes

1 L'auteur est chercheur *Marie Curie* dans le cadre du *Réseau formation initiale Marie Curie* de l'UE pour l'action extérieure (exact) et est actuellement basé au bureau de TEPSA à Bruxelles. Les opinions exprimées dans ce document sont celles de l'auteur et ne représentent pas nécessairement la position de l'ADEPT. L'auteur peut être contactée à: Nicole.Koenig@tepsa.be

2 Sadiki, Larbi: «Maintenir les promesses à la Libye après la mort de Kadhafi», aljazeera.net, 20 Octobre 2011.

3 Amnesty International: «La Libye: les milices menacent les espoirs de la Nouvelle Libye», Février 2012.

4 News24: "La Libye a du mal à relancer l'économie", 16 Février 2012.

5 Mahfud, Gada: "Avis: La Libye est définitivement dégradée?", Tripoli Post, 6 Février 2012.

6 Chatham House: "La Libye: Options politiques pour la transition", au Moyen-Orient et Afrique du Nord: la Libye Groupe de travail Rapport, Août 2011.

7 Entretien avec un fonctionnaire de l'UE, Février 2012, Bruxelles.

8 Entretien avec un fonctionnaire de l'UE, Février 2012, Bruxelles.

Marlene Gottwald

09 Mars 2012

Traduction automatique Google Translater relue par Olivier MONTULET

8 Annexe

La Libye

Sous le prétexte de désordres dans le pays, en particulier des persécutions à l'égard des minorités italiennes, l'[Italie](#) adresse un ultimatum à la [Turquie](#) lui signifiant son intention d'occuper militairement le pays. Le 29 septembre 1911, elle lui déclare la guerre.

Après la [Seconde Guerre mondiale](#)[\[modifier\]](#)

Pendant la [Seconde Guerre mondiale](#), la [Libye](#) est conquise par les armées alliées combattant les armées [italiennes](#) et [allemandes](#) au cours de ce qui est appelée la « [Guerre du désert](#) ».

Les [Forces françaises libres](#) prirent ainsi le contrôle du Fezzan et du Ghadamès au sud-ouest du pays, qui resta un territoire militaire occupé de [1943](#) jusqu'en [1951](#), comme en témoignent les [timbres italiens](#) surchargés, puis les émissions militaires [britanniques](#) et [françaises](#).

La [reconstruction](#) est rendue difficile par les [munitions non explosées](#), [mines](#) et matériels et [séquelles de guerre](#) laissés par les belligérants. Indépendante en [1951](#).

La Libye devient une monarchie et profite rapidement de la découverte de gisements pétroliers sur son territoire [\[3\]](#) (poursuites en responsabilité, selon le principe pollueur-payeur par exemple).

En [1969](#), le roi [Idris Ier](#) est déposé lors d'un coup d'État sans effusion de sang mené par le colonel [Mouammar Kadhafi](#) qui entend changer radicalement la politique de son pays : il prône la fusion avec d'autres pays arabes. Il introduit un socialisme d'État dans son pays en nationalisant les principales branches industrielles (dont pétrolières). L'année suivante, il fait fermer des bases militaires britannique et américaine et nationalise les sociétés détenues par des Italiens. En [1973](#), la défiance de Kadhafi vis-à-

vis de l'Occident est confirmée par sa participation à l'[embargo pétrolier](#) et par ses multiples implications dans le [terrorisme](#) et le soutien à de nombreuses [rébellions](#) dans le monde. En [1977](#), Kadhafi déclare la « révolution du peuple » : il change le nom du pays de République arabe libyenne en [Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste](#) et met en place des « comités révolutionnaires ». La Libye devient une [Jamahiriya](#), soit littéralement un État des masses, officiellement gouverné selon un système de [démocratie directe](#).

Les [années 1980](#) sont marquées par une confrontation entre le régime en place et la communauté internationale, et tout spécialement les [États-Unis](#) et le [Royaume-Uni](#). En [1981](#), deux avions libyens sont abattus par l'armée américaine à propos d'un contentieux sur les eaux territoriales. En [1982](#), les États-Unis décrètent un boycott de la Libye, accusée de soutenir le [terrorisme](#) international[4]. En [1984](#), le Royaume-Uni rompt toute relation avec le pays suite à la mort par balle d'une policière britannique devant l'ambassade libyenne à [Londres](#). En [1986](#), déclarant agir en représailles d'un attentat dans une discothèque berlinoise fréquentée par des militaires américains, et à la suite d'accrochages aériens dans le golfe de Syrte, les États-Unis bombardent des complexes militaires libyens, des zones résidentielles de [Tripoli](#) et de [Benghazi](#), tuant 101 civils et ratant de peu Kadhafi lui-même[5],[6]. En [1988](#), année où Kadhafi entame une légère libéralisation économique de son pays, les services secrets libyens sont accusés d'avoir provoqué l'explosion en plein vol d'un avion de ligne américain au-dessus de la ville écossaise de [Lockerbie](#).

En [1992](#), le [Conseil de sécurité des Nations unies](#) met en place des sanctions à l'égard de la Libye afin que celle-ci livre les deux agents secrets suspectés de l'attentat aérien de 1988. C'est finalement chose faite en [1999](#) ce qui provoque la suspension des sanctions et le rétablissement des relations diplomatiques avec le Royaume-Uni. Le régime joue même, via la [Fondation Kadhafi](#), un rôle d'intermédiaire dans plusieurs libérations d'otages, comme à [Jolo](#) en [2000](#) et au [Sahara occidental](#) en [2003](#). En [août 2003](#), la Libye endosse formellement la responsabilité pour l'[attentat de Lockerbie](#) et signe un contrat de compensation avec les familles des victimes ce qui lui vaut en septembre 2003 la levée définitive des sanctions de la part du Conseil de sécurité des Nations unies.

En parallèle à cela, à partir du [11 septembre 2001](#), Kadhafi opère un changement dans sa politique probablement pour éviter une fin violente à l'irakienne, pour lui et son régime. Dès [janvier 2002](#), il entame des discussions avec les États-Unis sur la question du financement du [terrorisme](#). Par la suite, en conséquence de négociations diplomatiques tenues pendant toute l'année 2003 entre responsables libyens, britanniques et américains, Kadhafi annonce en décembre de cette année qu'il renonce officiellement à son programme d'[armes de destruction massive](#). Enfin, en [mars 2004](#), il signe le protocole additionnel du [Traité de non-prolifération nucléaire](#) (TNP).

Grâce à cela et une politique d'assouplissement de sa réglementation en matière économique permettant l'ouverture du marché local aux entreprises internationales, le régime de Kadhafi assure sa survie et se rapproche des puissances occidentales et particulièrement de certains pays européens, comme le Royaume-Uni, la [France](#), l'[Espagne](#) et l'[Italie](#). Mouammar Kadhafi déclare désormais qu'il entend jouer un rôle majeur dans la pacification du monde et la création d'un Moyen-Orient sans armes de destruction massive. Particulièrement par rapport aux relations avec l'Union européenne, ce volte-face de la Libye peut notamment être vu sous l'angle du combat des gouvernements de l'Union contre l'immigration illégale.

Les unions (malheureuses) du colonel[[modifier](#)]

Depuis son arrivée au pouvoir en 1969, le colonel Kadhafi a tenté à plusieurs reprises d'unir la Libye avec d'autres pays arabes ou africains. Voici la liste (non exhaustive) de ces unions avortées :

1972: création de l'Union des Républiques arabes regroupant l'Égypte, la Libye et la Syrie (dissoute en 1977);

1974: fusion entre la Libye et la Tunisie (annulée par manœuvre du premier ministre);

1980: fusion entre la Libye et la Syrie (restée sans lendemain);

1981: fusion entre la Libye et le Tchad (restée sans lendemain);

1984: union entre la Libye et le Maroc (dissoute en 1986);

1988: union entre la Libye et l'Algérie (annulée par manœuvre du premier ministre);

1990: signature d'une charte d'intégration avec le Soudan (restée sans lendemain

Ouvrir 1 carte de Libye?

Cliquer sur :

http://maps.google.be/maps?hl=fr&xhr=t&q=carte+de+libye&cp=12&bav=on.2,or.r_gc.r_pw.&biw=1016&bih=559&wrapid=tljp1314001217203022&um=1&ie=UTF-8&hq=&hnear=0x13a892d98ece010d:0xfa076041c7f9c22a,Libye&gl=be&ei=ihFSTrDpNqP24QSK-ICvDQ&sa=X&oi=geocode_result&ct=image&resnum=1&sqi=2&ved=0CCYQ8gEwAA

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19